



DÉCLARATION CGT au comité de sous-groupe VYV3 du mardi 19 mai 2020

La crise sanitaire internationale que nous venons de traverser, le confinement en particulier, ont mis sur le devant de la scène ces soi-disant petits métiers, majoritairement occupés par des femmes, si essentiels à la vie de la société, petits, en fait, par leur salaire et leur non-reconnaissance sociale comme tous les métiers du « prendre soin », par exemple.

L'hôpital, submergé par la vague épidémique, a tenu grâce à l'engagement du personnel soignant, souvent pas ou mal protégé, et sûrement pas à cause de ses équipements et ses moyens supprimés depuis des années par les gouvernements successifs.

Dans les EHPAD, ce sont des milliers de nos anciens qui sont morts sans pouvoir voir leurs proches. Et nous n'oublions pas que les personnels soignants, érigés au rang de « héros », étaient il y a 2 mois matraqués et gazés dans les manifestations pour exiger des moyens pour la santé !

Nous avons dû subir l'impréparation, les mensonges, les incohérences, l'autoritarisme, le cynisme et la répression, et de nouvelles remises en cause des droits du travail : augmentation du temps de travail jusqu'à 60 heures par semaine, amplitude de 12 h par jour, temps de repos réduits entre 2 nuits, extension des dérogations au travail du dimanche, remise en cause des 35 h, des congés payés, les branches et les entreprises négocient avec le chantage « emploi contre salaires ».

L'enquête réalisée par la CGT, montre qu'au moins 12 000 salarié.e.s des hôpitaux, cliniques, EHPAD et autres établissements sociaux ont été contaminé.e.s par le coronavirus, soit un taux de contamination dix fois supérieur à celui de la population française.

On ne peut pas se contenter d'applaudir les « premiers de corvée », aujourd'hui, les professionnel.le.s de la santé, du social et du

médico-social, du handicap, de l'aide à domicile, ne veulent plus jamais vivre ça.

Nous ne voulons ni médailles, ni dons de RTT, ni charité publique, ni d'augmentation du temps de travail, et la prime annoncée ne sera certainement pas le solde de tout compte de nos revendications. Nous savons que les primes différenciées, attribuées sur des critères contestables, sont toujours des injustices, sources d'inégalités et de divisions des personnels, mais surtout elles ne répondent ni à l'amélioration des conditions de travail, ni à la reconnaissance salariale incontournable qu'il va falloir imposer

Tou.te.s les salarié.e.s du groupe VYV3 mobilisé.e.s pendant cette pandémie ont su s'adapter, se réorganiser, avec peu ou pas de protections, ont repoussé leurs congés, vécu dans l'angoisse d'être contaminé.e.s et/ou contaminant.e.s, pour leurs patient.e.s, leurs familles, aussi tou.te.s doivent bénéficier d'une même reconnaissance face à l'effort accompli pour faire face au COVID, sans distinction et quoiqu'il en coûte, nous demandons le versement de 1 500 € pour tou.te.s.

Nos revendications d'hier sont plus que jamais celles d'aujourd'hui. Il faut :

- Une revalorisation immédiate des salaires pour la reconnaissance des qualifications,
- La reconnaissance de la pénibilité du travail pour tou.te.s les soignant.e.s avec un droit au départ anticipé à la retraite,
- Des mesures urgentes pour que les professionnel.le.s puissent accéder aux formations AS/AMP selon leur choix dans les instituts de formation ou en VAE,
- Des embauches à plein temps avec un ratio d'1 soignant.e pour 1 résident.e en EHPAD, avec augmentation des métiers supports : personnel technique, cuisinier...